

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 51.044/2
DU 4 AVRIL 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Fonction publique et à la Modernisation des Services publics, le 7 mars 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi « relative à l'institution et à l'organisation d'un intégrateur de services fédéral », après avoir examiné l'affaire en ses séances des 2 et 4 avril 2012, a donné, à cette dernière date, l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

La Commission de la protection de la vie privée a donné un avis 41/2008 le 17 décembre 2008 ¹.

L'obligation légale, faite à l'autorité réglementaire, de recueillir des avis vise essentiellement à informer cette autorité quant aux éléments de fait et de droit qui, selon l'organe ou l'autorité consultée, doivent être pris en considération au moment où l'autorité doit prendre sa décision. Le délai qui s'écoule entre la consultation et la décision doit donc, en principe, être bref. Dans le cas contraire, un avis ne pourrait être retenu comme point de départ d'une décision devant intervenir beaucoup plus tard que s'il était démontré que les circonstances de fait et de droit sur lesquelles l'organe consultatif s'est fondé, n'ont pas évolué à un point tel que la consultation devrait être considérée comme n'étant plus pertinente en l'espèce.

Il appartient aux auteurs de l'avant-projet de vérifier si cette condition est remplie dans le cas présent.

La section de législation attire à cet égard l'attention de l'auteur de l'avant-projet sur le fait que, depuis que la Commission de la protection de la vie privée a émis cet avis 41/2008 sur l'avant-projet de loi examiné, elle a émis deux autres recommandations :

a) l'une concernant les intégrateurs dans le secteur public ² ;

b) l'autre concernant le rôle de protection de la vie privée des Trusted Third Parties (TTP ou tiers de confiance) lors de l'échange de données ³.

¹ Avis auquel il est renvoyé à l'une ou l'autre reprise dans l'exposé des motifs (http://www.privacycommission.be/fr/docs/Commission/2008/avis_41_2008.pdf>http://www.privacycommission.be/fr/docs/Commission/2008/avis_41_2008.pdf).

² Recommandation n° 03/2009 du 1^{er} juillet 2009 (A/2007/043) (http://privacy.fgov.be/fr/docs/Commission/2009/recommandation_03_2009.pdf).

³ Recommandation n° 02/2010 du 31 mars 2010 (A/2009/022) (http://privacy.fgov.be/fr/docs/Commission/2010/recommandation_02_2010.pdf).

Par ailleurs, la note au Conseil des ministres fait état d'une « lettre récente du 03/02/2012 » dans laquelle la Commission de la protection de la vie privée « menace en outre de ne plus délivrer les autorisations ou de les limiter dans le temps, ce qui rendrait le fonctionnement actuel de Fedict impossible ».

L'exposé des motifs gagnerait à être actualisé en fonction des données pertinentes les plus récentes ⁴.

En tout état de cause, afin d'assurer la parfaite information des parlementaires, il conviendrait de déposer en même temps que le projet de loi, l'avant-projet sur lequel a été donné l'avis 41/2008 de la Commission de la protection de la vie privée.

ARRÊTÉ DE PRÉSENTATION

Le dispositif de l'avant-projet doit être précédé d'un arrêté royal de présentation ⁵.

FORMULE DE PROMULGATION

Il est prématuré d'inscrire dans l'avant-projet la formule de promulgation.

DISPOSITIF

OBSERVATION GÉNÉRALE

En application de l'article 2, 1°, de l'avant-projet, qui définit l'« intégrateur de services » comme étant « une instance qui par ou en vertu d'une loi, est chargée de l'intégration de services à un niveau de pouvoir ou dans un secteur déterminé », l'avant projet de loi semble limiter son champ d'application aux seules intégrations de services qui relèvent à l'un ou à l'autre titre de la compétence de l'autorité fédérale.

Il ressort par ailleurs clairement de l'ensemble des dispositions de l'avant-projet, ainsi que de nombreux passages de l'exposé des motifs, que la loi en projet a vocation à s'appliquer, notamment, à l'intégrateur de services fédéral, aux autres intégrateurs de services relevant de l'autorité fédérale et aux services publics participants au sens de

⁴ L'attention est à cet égard attirée sur l'avis 47.162/4 donné le 2 décembre 2009 sur un avant-projet devenu la loi du 19 mai 2010 'portant création de la Banque-Carrefour des véhicules' (*Doc. parl.*, Chambre, 2009-2010, n° 2493/1, pp. 38 à 48).

⁵ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n°s 226 et 227 et formule F 5.

l'article 2, 10°, à savoir des services publics, des instances, des services ou des personnes qui dépendent ou sont en relation avec l'autorité fédérale et qui participent au « réseau » au sens de l'article 2, 8°, en projet.

Toutefois, l'exposé des motifs prête à confusion en ce qu'il mentionne également mais sans qu'il soit clairement établi qu'elles entrent dans le champ d'application de la loi, d'autres instances aussi considérées comme des intégrateurs de services, alors que ces instances relèvent de la compétence des entités fédérées. Ainsi, le commentaire de l'article 2, 1°, de l'avant-projet précise qu'à côté de l'intégrateur de services fédéral instauré par l'article 3 en projet, la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale (BCSS) est un exemple d'intégrateur de services dans un « secteur déterminé », tandis que « l'Administration de la Région wallonne en charge de la problématique de l'E-government (EasiWal) est un exemple d'intégrateur de services à 'un niveau de pouvoir' ». De même, le commentaire des articles 32 à 37 de l'avant-projet fait expressément état de ce qu'EASI-WAL fait partie du comité de concertation des intégrateurs de services et laisse donc à penser qu'EASI-WAL serait un intégrateur de services au sens d'autres dispositions de la loi, dont notamment les articles 4, 8, 16 et 26. S'agissant, par ailleurs, de cette dernière disposition, le commentaire des articles 32 à 37 précise que, « Parallèlement au comité de coordination, où sont représentés tous les acteurs concernés par le réseau, un comité de concertation des intégrateurs de services est constitué avec des représentants des différents intégrateurs de services (article 32). La Banque Carrefour de la Sécurité Sociale (BCSS), Easi-wal en Wallonie et la plate-forme des soins de santé eHealth sont des intégrateurs de services existants ». Ceci ne correspond pas avec le texte même des articles 26 et 32 de l'avant-projet, dans lesquels il est chaque fois expressément précisé que chaque intégrateur de services est représenté au sein des deux comités, et non pas du seul comité de concertation.

Ces incohérences entre les dispositions de l'avant-projet et l'exposé des motifs doivent être levées.

En effet, si l'intention des auteurs de l'avant-projet est de viser également des intégrateurs de services qui dépendent d'un autre niveau de pouvoir que l'État fédéral, il convient d'être attentif au principe de l'autonomie réciproque de l'État fédéral, des communautés et des régions. Ce principe interdit notamment d'imposer à ces « intégrateurs de services » de communiquer des données ou de participer au comité de concertation des intégrateurs de services en projet.

Diverses dispositions de l'avant-projet, dont les articles 4 et 8, devraient dans cette hypothèse être revus afin de mieux affirmer que la participation de tels « intégrateurs de services », qui ne relèvent pas de la compétence fédérale, ne peut se faire que sur une base volontaire et qu'aucun pouvoir d'autorité ne peut leur être unilatéralement conféré, comme c'est le cas, par exemple, à l'article 16 de l'avant-projet. Le chapitre V devrait également être

revu afin de ne prévoir qu'une participation facultative de ces intégrateurs de services au sein des comités mis en place par l'avant-projet.

Si l'intention est au contraire d'imposer une telle participation, il y a lieu de respecter l'article 92*ter*, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles'.

Si, toutefois, l'intention des auteurs de l'avant-projet est, comme cela ressort de la philosophie d'ensemble du texte ainsi que du renvoi exprès, à l'article 2, 1°, de l'avant-projet, à la notion « d'instance » chargée « par ou en vertu de la loi », de donner à celui-ci une portée exclusivement fédérale, mieux vaut éviter dans l'exposé des motifs et le commentaire des articles de faire mention, même à titre d'exemple, d'organismes qui dépendent d'autres niveaux de pouvoir. Par contre, l'exposé des motifs gagnerait à mieux identifier dès à présent quels sont, au niveau fédéral, les intégrateurs des services existants et, à ce titre, concernés par diverses dispositions de l'avant-projet.

Compte tenu de l'observation générale, les observations particulières qui suivent ont été formulées en considération du caractère exclusivement fédéral de l'avant-projet.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

INTITULÉ

Dans la version française de l'avant-projet, il y a lieu d'écrire « à la création » plutôt que « à l'institution ».

DISPOSITIF

Article 2

1. Dans la phrase liminaire de l'article 2, les mots « et de ses mesures d'exécution » sont inutiles car c'est le propre d'une définition légale de valoir aussi pour les mesures prises en vue de son exécution. Ils seront dès lors omis.

2. Dans la version française du 1°, l'expression « niveau de pouvoir » prête à confusion en ce sens qu'elle pourrait donner à penser que sont visées les entités fédérées : il est renvoyé sur ce point à l'observation générale.

Afin d'éviter cette confusion, il est suggéré de revoir cette expression en s'inspirant de la version néerlandaise.

Par ailleurs, le mot « instance » s'utilise communément pour désigner une procédure en justice ou un degré de juridiction. Même s'il peut désigner une autorité ou un corps constitué qui détient un pouvoir de décision (Dixel, 2011), il est préférable, pour plus de clarté, d'utiliser un autre mot, tel « institution » ou « organisme ».

3. Interrogé sur la portée de la définition donnée aux mots « donnée authentique », le fonctionnaire délégué propose la définition suivante :

« authentiek gegeven : gegeven dat door een instantie ingezameld en beheerd wordt in een gegevensbank en geldt als uniek en oorspronkelijk gegeven over de desbetreffende persoon of rechtsfeit zodanig dat andere instanties ditzelfde gegeven niet meer hoeven in te zamelen ».

Le texte sera adapté en conséquence.

4. Au 10°, comme en a convenu le fonctionnaire délégué, il y a lieu de mentionner « les banques de données » au sens de l'article 2, 4°, à côté des sources authentiques au sens de l'article 2, 6°.

Article 5

Au paragraphe 2, selon la disposition en projet :

« Les principes de traitement fixés à l'art. 4, § 1^{er}, de la Loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel sont applicables à l'intégrateur de services fédéral pour toutes les données qui sont traitées par lui dans le cadre de ses missions, tel que déterminé dans [la présente loi] ».

Le commentaire de cette disposition précise :

« L'article 5, § 2, déclare d'application – par analogie – les principes de l'article 4, § 1^{er}, de la Loi Traitement Données à caractère personnel, à toutes les données traitées par l'intégrateur de services fédéral. Par conséquent, l'intégrateur de services fédéral doit traiter loyalement et licitement les données auxquels un accès est donné par le biais du réseau, et uniquement pour des finalités déterminées, explicites et légitimes. En outre, les données doivent être adéquates, pertinentes, non excessives, exactes, et conservées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire »⁶.

⁶ Divers autres passages de l'exposé des motifs confirment, d'une part, que la loi du 8 décembre 1992 est bien applicable au traitement des données à caractère personnel, sauf disposition expresse en sens contraire prévue par l'avant-projet et, d'autre part, que diverses dispositions de l'avant-projet étendent au traitement de données autres que les « données personnelles » au sens de la loi du 8 décembre 1992, la protection prévue par cette loi (voir le commentaire des articles 17, 18, 29 et 39, ainsi que du chapitre VI).

À la lumière de cette explication, il est admissible que toutes les autres données que celles déjà protégées conformément à la loi du 8 décembre 1992, bénéficient, lorsqu'elles sont traitées par l'intégrateur de services, du même degré de protection. Il va en effet de soi que les données personnelles restent en tout état de cause soumises au régime de cette loi du 8 décembre 1992.

Article 6

L'exposé des motifs devrait être complété pour expliciter la portée des mots « Sans préjudice de la législation spécifique en la matière », compte tenu des missions dévolues aux services publics participants et aux intégrateurs des services.

Article 7

1. L'alinéa 1^{er} de l'article 7 de l'avant-projet semble avoir pour seul objet de rappeler qu'une communication de données peut être soumise, le cas échéant, à une autorisation préalable d'un comité sectoriel au sein de la Commission de la protection de la vie privée.

Cet alinéa peut dès lors être omis si le deuxième, devenant le premier, débute comme suit : « Si une communication de données dans le cadre de la mission de l'intégration de services de l'intégrateur de services fédéral requiert l'autorisation de comités sectoriels distincts au sein de la Commission de la protection de la vie privée, celle-ci coordonne l'octroi des différentes autorisations [la suite comme à l'avant-projet] ».

2. Dans la version française de l'avant-projet, au troisième alinéa du même article devenant le second, il faut écrire « de le transmettre » au lieu « de le transmet ».

3. Selon son commentaire, « cet article tient compte des points 60 à 68 compris de l'avis n° 41/2008 du 17 décembre 2008 de la Commission de la protection de la vie privée ».

L'attention des auteurs de l'avant-projet est cependant attirée sur ce que l'alinéa 3 prévoit un délai de quinze jours alors qu'au point 68 de son avis, la Commission estimait un tel délai trop court et suggérait un délai de trente jours.

4. Telle qu'elle est rédigée la disposition n'envisage pas l'hypothèse qu'à l'échéance du délai l'avis juridique et technique n'ait pas été émis par l'institution de gestion du comité sectoriel.

Article 9

Il y a lieu de conjuguer le verbe « examiner » à l'indicatif présent ⁷.

Articles 10, 12 et 15

Les articles 10 et 12 paraissent avoir le même objet de sorte que l'un des deux doit être omis. Si tel n'est pas le cas, les auteurs de l'avant-projet doivent revoir ces articles afin de mieux faire apparaître les règles différentes en projet.

Par ailleurs, dans un souci de lisibilité, il paraît préférable de grouper dans un seul article la règle que l'intégration des données par l'intégrateur de services fédéral ne peut en aucune manière permettre à une personne qui le consulte, aux services publics participants ou autres intégrateurs de services, d'avoir accès à une information à laquelle ils ne peuvent pas accéder compte tenu des dispositions légales et réglementaires régissant les banques de données contenant ces informations.

Article 14

Dans la version française de l'article 14, conformément à l'expression communément utilisée en la matière, il convient de remplacer les mots « bénéficient jusqu'à preuve du contraire, de la force probante » par les mots « bénéficient de la force probante jusqu'à preuve du contraire ».

Chapitre IV

La section de législation suggère de donner à ce chapitre l'intitulé suivant :

« Chapitre IV – Protection des données dans le cadre de l'intégration de services ».

Article 16

La section de législation n'aperçoit pas le sens de l'expression « service intégré » utilisée dans la phrase introductive de l'article 16. En effet, cette notion ne figure pas dans les définitions de l'article 2 de l'avant-projet.

⁷ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 3.11.1.

Si l'auteur de l'avant-projet a voulu viser les « services publics participants » au sens de l'article 2, 10°, il convient d'utiliser cette expression. Si, en revanche, il a voulu viser une autre catégorie de services, il conviendrait de la définir à l'article 2.

Article 17

Compte tenu du commentaire de l'article, cette disposition doit être rédigée comme suit :

« Sauf disposition expresse en sens contraire, la présente loi ne porte pas préjudice à la loi du 8 décembre 1992 (la suite comme à l'avant-projet) ».

En effet, dans un souci de sécurité juridique et de respect du principe de la légalité des peines, puisque le non-respect de l'avant-projet est assorti de sanctions pénales, il n'y a pas lieu de faire référence « aux principes contenus dans la loi » mais uniquement à la loi elle-même.

Article 18

Selon l'exposé des motifs, l'article 18, § 1^{er}, étend à toutes les données le droit de rectification garanti par l'article 12 de la loi du 8 décembre 1992. Le texte de l'avant-projet n'atteint toutefois pas cet objectif puisqu'il se limite à viser « toute donnée à caractère personnel ». Pour atteindre l'objectif ainsi visé, il y a lieu d'omettre les mots « à caractère personnel ».

En conséquence, afin d'assurer la cohérence de l'ensemble du texte, la section II doit être intitulée « Traitement des données ».

2. L'article 18, § 1^{er}, alinéa 2, de l'avant-projet évoque des « canaux d'accès » permettant de rectifier des données déterminées par l'intégrateur de services fédéral et les services publics participants.

La question se pose si chaque « canal d'accès » passe obligatoirement par l'intégrateur de services fédéral ou si, au niveau des services publics participants, un autre « canal d'accès » peut subsister. Il appartient aux auteurs de l'avant-projet de préciser leur intention. S'ils ont l'intention de permettre « un canal d'accès » également au niveau d'un service public participant, il faut relever que l'alinéa 3 du même paragraphe impose une intervention de l'intégrateur de services fédéral.

3. À l'article 18, § 2, alinéa 2, de l'avant-projet, le verbe « prévoir » sera conjugué à l'indicatif présent.

Article 19

La disposition renvoie aux dispositions légales ou réglementaires applicables, en ce compris les hypothèses dans lesquelles les personnes soumises au secret professionnel en sont relevées.

Mieux vaut omettre la deuxième phrase du paragraphe 1^{er} de la disposition afin de ne pas donner l'impression de mettre en place un régime juridique différent de celui auquel il est fait référence, ce qui serait de nature à poser un problème au regard du principe d'égalité.

Article 22

L'article 22 ne confère pas au comité sectoriel une compétence d'avis mais de décision. Les mots « moyennant avis motivé » doivent en conséquence être omis.

Article 23

Par souci d'uniformité avec l'article 22, qui ne vise que « l'intégrateur de services fédéral », il convient à l'article 23 de remplacer le mot « concerné » par le mot « fédéral ».

Article 26

Compte tenu de l'observation générale, il convient d'ajouter les mots « au sens de l'article 2, 1^o » après les mots « chaque intégrateur de services ».

La même observation vaut pour l'article 32.

Article 29

Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, l'article 29, § 2, serait plus lisible s'il était présenté sous la forme d'une énumération. Il serait alors rédigé comme suit :

« § 2. Sur proposition du comité de coordination et après avis de la Commission de la protection de la vie privée s'il s'agit de données à caractère personnel, le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres :

a) les critères sur la base desquels des données peuvent être qualifiées d'authentiques ;

b) les données qui peuvent être qualifiées d'authentiques au sens de la présente loi ».

Article 35

À l'alinéa 3, il y a lieu de remplacer les mots « mentionnées à l'article 16 » par les mots « visées à l'article 16 ».

Article 36

L'adverbe « aussi » sera supprimé.

Article 38

La section de législation du Conseil d'État n'aperçoit pas la raison pour laquelle l'intégrateur de services fédéral n'est pas également soumis au contrôle d'un Comité sectoriel institué au sein de la Commission de protection de la vie privée.

Comme en a conclu le fonctionnaire délégué, le texte sera adapté en ce sens.

Article 39

À l'article 39, 2 (lire 2°), il y a lieu d'éviter l'usage de parenthèses, dont la portée est imprécise⁸.

Article 42

Il y a lieu de remplacer les mots « mesures d'exécution » par les mots « arrêtés d'exécution » et d'omettre le mot « devenue » avant le mot « définitive » car le caractère définitif d'une décision dépend de sa nature et pas de l'exercice éventuel de recours à son encontre.

Le texte néerlandais de cette disposition doit être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

⁸ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 86.

Article 45

Dans un souci de lisibilité, il y a lieu d'ajouter les mots « de la présente loi » après les mots « Sans préjudice des dispositions des articles 42, 43, 44 ».

Article 47

1. Au paragraphe 2, il convient de viser le « comité de concertation des intégrateurs de services » conformément à l'article 32 de l'avant-projet.
2. Au paragraphe 3, dans la version française, il y a lieu de remplacer le mot « ratifiés » par le mot « confirmés ».

Article 49

Conformément à l'article 4, alinéa 2 de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires', « [les lois] sont obligatoires dans tout le Royaume le dixième jour après celui de leur publication [au Moniteur belge], à moins que la loi n'ait fixé un autre délai ».

En l'espèce, la disposition examinée dispose :

« Art. 49. Le Roi détermine, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, pour chacune des dispositions de la présente loi, la date d'entrée en vigueur ».

Cette marge d'appréciation peut se justifier dans le cas d'un texte d'une telle importance, dont l'application nécessite notamment la mise en place de divers organismes créés par la loi et l'adoption de plusieurs arrêtés royaux d'exécution.

Au regard de l'article 108 de la Constitution, les prérogatives du législateur seraient mieux respectées si une date limite était prévue, à laquelle le projet examiné entrera en vigueur si le Roi n'est pas intervenu auparavant⁹.

⁹ Voir dans le même sens les avis 47.434/4 donné le 23 novembre 2009 sur un avant-projet devenu la loi du 10 janvier 2010 'instituant l'engagement volontaire militaire et modifiant diverses lois applicables au personnel militaire' (*Doc. parl.*, Chambre, 2009-2010, n° 2314/1, pp. 60-74) et 47.724/2 donné le 10 février 2010 sur un avant-projet devenu la loi du 19 mai 2010 'portant des dispositions diverses en matière de santé publique' (*Doc. parl.*, Chambre, 2009-2010, n° 2486/1, pp. 26-35).

Pour la rédaction de pareille disposition, voir les *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n°s 154 à 154.1.2 et formules F-4-5-2-1 à 4-5-2-4.

OBSERVATIONS FINALES

1. Les chapitres et les sections doivent être numérotés en chiffres arabes ¹⁰.
2. Une division en paragraphes n'est pas recommandée lorsque chaque paragraphe ne comporte qu'un seul alinéa et que cette division n'est pas susceptible de contribuer à une présentation plus claire de l'article divisé ¹¹. Cette observation vaut notamment pour les articles 5 et 8 de l'avant-projet.
3. Il convient de remplacer la double conjonction « et/ou », qui est équivoque et incorrecte, par la conjonction « ou ». Cette observation vaut notamment pour les articles 13 et 18 de l'avant-projet ¹².

¹⁰ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 64.

¹¹ *Ibid.*, recommandation n° 57/3.

¹² Voir les avis 40.630/4 donné le 4 juillet 2006 sur un avant-projet devenu la loi du 21 avril 2007 'modifiant les lois coordonnées du 16 mars 1968 relatives à la police de la circulation routière' (*Doc. parl.*, Chambre, 2006-2007, n° 2836/1, pp. 8 à 10) et 34.507/2 donné le 27 janvier 2003 sur un avant-projet devenu la loi du 25 avril 2004 'insérant un article 17bis dans la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, les entreprises de sécurité et les services internes de gardiennage' (*Doc. parl.*, Chambre, 2002-2003, n° 2329/1, pp. 68 à 83).

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	S. BODART,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été rédigé par M. Y. DELVAL, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 51.044/2
VAN 4 APRIL 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 7 maart 2012 door de Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Diensten, toegevoegd aan de Minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling, belast met Ambtenarenzaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet “houdende oprichting en organisatie van een federale dienstenintegrator”, heeft, na de zaak te hebben onderzocht op de zittingen van 2 en 4 april 2012, op laatstvermelde datum het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer heeft op 17 december 2008 advies 41/2008 verstrekt.¹

De wettelijke verplichting voor de verordenende overheid om adviezen in te winnen is vooral bedoeld om die overheid in te lichten over de feitelijke en juridische gegevens die, volgens het geraadpleegde orgaan of de geraadpleegde overheid, in aanmerking moeten worden genomen op het ogenblik dat de overheid haar beslissing moet nemen. De tijdspanne tussen de raadpleging en de beslissing moet dus in principe kort zijn. Zo niet, zou een advies slechts als uitgangspunt voor een veel later genomen beslissing kunnen dienen als bewezen is dat de feitelijke en juridische omstandigheden waarop het adviesorgaan zich gebaseerd heeft, niet in die mate zijn gewijzigd dat de raadpleging als niet langer relevant ter zake zou moeten worden beschouwd.

De stellers van het voorontwerp moeten nagaan of deze voorwaarde in het onderhavige geval is vervuld.

De afdeling Wetgeving vestigt in dit verband de aandacht van de steller van het voorontwerp op het feit dat de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer nog twee aanbevelingen heeft geformuleerd sedert ze dit advies 41/2008 heeft verstrekt omtrent het voorliggende voorontwerp van wet:

- a) een aanbeveling in verband met integratoren in de overheidssector²;
- b) een aanbeveling omtrent de privacybeschermende rol van Trusted Third Parties (TTP) bij gegevensuitwisseling³.

¹ In de memorie van toelichting wordt meermaals verwezen naar dit advies (http://www.privacycommission.be/nl/docs/Commission/2008/advies_41_2008.pdf).

² Aanbeveling nr. 03/2009 van 1 juli 2009 (A/2007/043) (http://www.privacycommission.be/nl/docs/Commission/2009/aanbeveling_03_2009.pdf).

Bovendien maakt de nota aan de Ministerraad gewag van een “recente brief van 03.02.2012” waarin de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer “er bovendien mee [dreigt ...] om de machtigingen voor de gegevensstromen niet meer af te leveren of allemaal te beperken in de tijd waardoor de huidige werking van Fedict onmogelijk zou worden”.

Het verdient aanbeveling de memorie van toelichting aan te vullen met de recentste ter zake dienende gegevens⁴.

Ter wille van een zo goed mogelijke voorlichting van de parlementsleden dient hoe dan ook samen met het wetsontwerp het voorontwerp te worden ingediend waarover de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer advies 41/2008 heeft verstrekt.

INDIENINGSBESLUIT

Aan het dispositief van het voorontwerp dient een koninklijk indieningsbesluit vooraf te gaan⁵.

FORMULIER VAN AFKONDIGING

Het is voorbarig het formulier van afkondiging te vermelden in het voorontwerp.

DISPOSITIEF

ALGEMENE OPMERKING

Met toepassing van artikel 2, 1°, van het voorontwerp, dat de “dienstenintegrator” definieert als “een instantie die door of krachtens de wet belast is, binnen een bepaald overheidsniveau of in een bepaalde sector met dienstenintegratie”, lijkt het voorontwerp van wet zijn werkingssfeer te beperken tot de enkele dienstenintegraties die in de ene of de andere hoedanigheid ressorteren onder de federale overheid.

³ Aanbeveling nr. 02/2010 van 31 maart 2010 (A/09/022)
(http://www.privacycommission.be/nl/docs/Commission/2010/aanbeveling_02_2010.pdf).

⁴ In dit verband wordt gewezen op advies 47.162/4, op 2 december 2009 verstrekt omtrent een voorontwerp dat is geworden de wet van 19 mei 2010 ‘houdende oprichting van de Kruispuntbank van de voertuigen’ (*Parl.St.* Kamer 2009-10, nr. 2493/1, 38 tot 48).

⁵ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 226 en 227 en formule F 5.

Voorts blijkt duidelijk uit het geheel van de bepalingen van het voorontwerp en uit vele passages in de memorie van toelichting dat het de bedoeling is dat de ontworpen wet met name toepassing zal vinden op de federale dienstenintegrator, op de overige dienstenintegratoren die onder de federale overheid ressorteren en op de participerende overheidsdiensten in de zin van artikel 2, 10°, te weten de overheidsdiensten, de instanties, de diensten of de personen die ressorteren onder of verbonden zijn met de federale overheid en die deel uitmaken van het “netwerk” in de zin van het ontworpen artikel 2, 8°.

De memorie van toelichting zorgt evenwel voor verwarring doordat ze ook andere instanties vermeldt, zonder dat duidelijk vaststaat dat die instanties vallen binnen de werkingssfeer van de wet, en die eveneens beschouwd worden als dienstenintegratoren, terwijl deze instanties onder de deeltentiteiten ressorteren. Zo preciseert de bespreking van artikel 2, 1°, van het voorontwerp dat, naast de federale dienstenintegrator opgericht bij het ontworpen artikel 3, de Kruispuntbank Sociale Zekerheid (KSZ) een voorbeeld is van een dienstenintegrator binnen een “bepaalde sector”, terwijl de “Administration de la Région wallonne en charge de la problématique de l'E-government (EasiWal) een voorbeeld [is] van een dienstenintegrator [...] binnen een bepaald overheidsniveau”. Zo ook maakt de bespreking van de artikelen 32 tot 37 van het voorontwerp uitdrukkelijk gewag van het feit dat EASI-WAL deel uitmaakt van het overlegcomité van de dienstenintegratoren, wat derhalve de indruk wekt dat EASI-WAL een dienstenintegrator is in de zin van andere bepalingen van de wet, waaronder de artikelen 4, 8, 16 en 26. Meer bepaald met betrekking tot artikel 26 preciseert de bespreking van de artikelen 32 tot 37 het volgende: “Naast het coördinatiecomité - waarin al de leden betrokken bij het netwerk vertegenwoordigd zijn - wordt ook een overlegcomité van de dienstenintegratoren opgericht, waarin de verschillende dienstenintegratoren vertegenwoordigd zijn (artikel 32). Reeds bestaande dienstenintegratoren zijn de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid (KSZ) in de sociale sector, Easi-wal in Wallonië en het eHealth-platform in de gezondheidssector.” Dit stemt niet overeen met de eigenlijke tekst van de artikelen 26 en 32 van het voorontwerp, waarin telkens uitdrukkelijk gesteld wordt dat iedere dienstenintegrator vertegenwoordigd wordt in de beide comités, en niet uitsluitend in het overlegcomité.

Deze discrepanties tussen de bepalingen van het voorontwerp en de memorie van toelichting moeten worden weggewerkt.

Immers moet, indien de bedoeling van de stellers van het voorontwerp erin bestaat daarbij eveneens de dienstenintegratoren te betrekken die onder een ander beleidsniveau ressorteren dan de federale Staat, het beginsel van de onderlinge autonomie van de federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten in acht worden genomen. Dit beginsel verbiedt onder meer dat deze “dienstenintegratoren” de verplichting wordt opgelegd gegevens mee te delen aan of te participeren in het ontworpen overlegcomité van de dienstenintegratoren.

In dat geval dienen verscheidene bepalingen van het voorontwerp, waaronder de artikelen 4 en 8, aldus herzien te worden, dat duidelijker wordt gesteld dat de participatie van zulke “dienstenintegratoren” die niet onder de federale overheid ressorteren alleen op een vrijwillige basis kan plaatshebben en dat hun geen enkel openbaar gezag eenzijdig kan worden toegekend, zoals bijvoorbeeld het geval is met artikel 16 van het voorontwerp. Tevens dient hoofdstuk V te worden herzien, zodat wordt voorgeschreven dat deze dienstenintegratoren slechts facultatief participeren in de comités ingevoerd bij het voorontwerp.

Indien het daarentegen de bedoeling is om een zodanige participatie op te leggen, moet artikel 92^{ter}, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ in acht worden genomen.

Indien het evenwel de bedoeling is van de stellers van het voorontwerp, zoals blijkt uit de algemene opzet van de tekst en uit de uitdrukkelijke bewoordingen van artikel 2, 1°, van het voorontwerp, te weten de woorden “instantie die door of krachtens de wet belast is”, dat aan dit voorontwerp uitsluitend een federale draagwijdte wordt gegeven, is het beter om in de memorie van toelichting en in de artikelsgewijze bespreking niet te verwijzen naar organisaties die onder andere beleidsniveaus ressorteren, ook niet bij wijze van voorbeeld. Daarentegen verdient het aanbeveling om in de memorie van toelichting nu reeds duidelijker te omschrijven welke op federaal niveau de bestaande dienstenintegratoren zijn die in die hoedanigheid vallen onder een aantal bepalingen van het voorontwerp.

Rekening houdend met de algemene opmerking gaan de bijzondere opmerkingen hierna ervan uit dat het voorontwerp uitsluitend op het federale niveau betrekking heeft.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

OPSCHRIFT

In de Franse versie van het voorontwerp schrijve men “à la création” in plaats van “à l'institution”.

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. De woorden “en haar uitvoeringsmaatregelen” in de inleidende zin van artikel 2 zijn overbodig, daar het eigen is aan de definitie van een wet dat daaronder ook de maatregelen genomen met het oog op de uitvoering ervan zijn begrepen. Deze woorden dienen dan ook te vervallen.

2. In de Franse versie van de bepaling onder 1° zorgt de uitdrukking “niveau de pouvoir” voor verwarring, in zoverre ze de indruk kan wekken dat de deeltentiteiten worden bedoeld: in dit verband wordt verwezen naar de algemene opmerking.

Teneinde die verwarring te voorkomen, wordt voorgesteld de uitdrukking te herzien naar het voorbeeld van het bepaalde in de Nederlandse versie.

Voorts wordt de Franse term “instance” gewoonlijk gebruikt ter aanduiding van een rechtsgeding of een graad van aanleg. Ofschoon dat woord eveneens kan duiden op een overheidsinstantie of het geheel van hoge gezagsdragers en prominenten met beslissingsbevoegdheid (cf. Dixel, 2011), is het ter wille van de duidelijkheid verkieslijk een ander woord te gebruiken, zoals “institution” of “organisme”.

3. De gemachtigde ambtenaar heeft, toen haar gevraagd is wat de draagwijdte is van de definitie van de woorden “authentiek gegeven”, de volgende definitie voorgesteld:

“authentiek gegeven: gegeven dat door een instantie ingezameld en beheerd wordt in een gegevensbank en geldt als uniek en oorspronkelijk gegeven over de desbetreffende persoon of rechtsfeit zodanig dat andere instanties ditzelfde gegeven niet meer hoeven in te zamelen”.

De tekst moet dienovereenkomstig worden aangepast.

4. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in de bepaling onder 10° “de gegevensbanken” in de zin van artikel 2, 4°, worden vermeld, naast de authentieke bronnen in de zin van artikel 2, 6°.

Artikel 5

Paragraaf 2 van de ontworpen bepaling stelt:

“De verwerkingsprincipes vastgelegd in art. 4, § 1, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens zijn op de federale dienstenintegrator van

toepassing voor al de gegevens die door haar verwerkt worden in het kader van haar opdrachten, zoals vastgelegd in deze wet”.

De bespreking van deze bepaling voegt daaraan toe:

“Artikel 5, § 2, verklaart de principes van artikel 4, § 1, van de Wet Verwerking Persoonsgegevens per analogie van toepassing op al de gegevens die door de Federale Dienstenintegrator worden verwerkt. Bijgevolg dient de federale dienstenintegrator de gegevens die ontsloten worden via het netwerk eerlijk en rechtmatig te verwerken, en slechts voor welbepaalde, uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigde doeleinden. Daarbij dienen de gegevens toereikend, ter zake dienend, niet overmatig en nauwkeurig te zijn, en niet langer dan noodzakelijk te worden bewaard”⁶.

In het licht van deze uitleg kan worden aanvaard dat alle andere gegevens dan die welke reeds worden beschermd overeenkomstig de wet van 8 december 1992 eenzelfde niveau van bescherming genieten indien ze verwerkt worden door de dienstenintegrator. Het spreekt immers vanzelf dat op de persoonsgegevens hoe dan ook de regeling voorgeschreven bij de wet van 8 december 1992 toepasselijk blijft.

Artikel 6

De memorie van toelichting dient te worden aangevuld, waarbij de strekking van de woorden “Onverminderd specifieke wetgeving daaromtrent” toegelicht wordt, rekening houdend met de taken opgedragen aan de participerende overheidsdiensten en aan de dienstenintegratoren.

Artikel 7

1. Het eerste lid van artikel 7 van het voorontwerp lijkt uitsluitend te beogen eraan te herinneren dat voor een mededeling van persoonsgegevens in voorkomend geval een voorafgaande machtiging van een sectoraal comité binnen de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer vereist kan zijn.

Dit lid kan derhalve vervallen indien het tweede lid, dat het eerste lid wordt, als volgt aanvangt: “Indien een mededeling van persoonsgegevens in het kader van de opdracht van dienstenintegratie van de federale dienstenintegrator een machtiging vereist van

⁶ In verscheidene andere passages van de memorie van toelichting wordt bevestigd, enerzijds dat de wet van 8 december 1992 wel degelijk van toepassing is op de verwerking van persoonsgegevens, tenzij uitdrukkelijk anderszins wordt bepaald in het voorontwerp, en anderzijds dat verscheidene bepalingen van het voorontwerp de bescherming voorgeschreven bij de wet van 8 december 1992 uitbreiden tot de verwerking van andere gegevens dan de “persoonsgegevens” in de zin van de voornoemde wet (zie de bespreking van de artikelen 17, 18, 29 en 39, alsook van hoofdstuk VI).

onderscheiden sectorale comités binnen de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, coördineert deze laatste de afgifte van de verschillende machtigingen of vermeldt zij welk (voorts zoals in het voorontwerp).”

2. In de Franse lezing van het derde lid, dat het tweede lid wordt, van datzelfde artikel van het voorontwerp schrijve men “de le transmettre” in plaats van “de le transmet”.

3. In de bespreking van dit artikel lezen we: “Dit artikel houdt rekening met het Advies nr. 41/2008 van 17 december 2008 van de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer in de punten 60 tot en met 68”.

De stellers van het voorontwerp wordt evenwel erop gewezen dat het derde lid een termijn van vijftien dagen voorschrijft, terwijl de Commissie in punt 68 van haar advies zulk een termijn te kort achtte en een termijn van dertig dagen heeft voorgesteld.

4. De bepaling voorziet in haar huidige lezing niet in het geval dat de beheersinstelling van het sectoraal comité het juridisch en technisch advies na het verstrijken van de termijn niet heeft verstrekt.

Artikel 9

Het werkwoord “onderzoeken” moet in de onvoltooid tegenwoordige tijd worden vervoegd⁷.

Artikelen 10, 12 en 15

De artikelen 10 en 12 lijken dezelfde strekking te hebben, zodat één van beide dient te vervallen. Indien dit niet het geval is, moeten de stellers van het voorontwerp deze artikelen herzien, waarbij duidelijker tot uiting komt dat de ontworpen regels een verschillende strekking hebben.

Ter wille van de leesbaarheid lijkt het voorts verkieslijk in één enkel artikel de regel op te nemen dat de integratie van gegevens door de federale dienstenintegrator in geen geval kan meebrengen dat een persoon die hem raadpleegt, de participerende overheidsdiensten of andere dienstenintegratoren toegang zouden krijgen tot informatie die ze, gelet op de wettelijke en reglementaire bepalingen toepasselijk op de gegevensbanken die zulke informatie bevatten, niet gerechtigd zijn te verkrijgen.

⁷ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 3.11.1.

Artikel 14

In de Franse lezing van artikel 14 dienen de woorden “bénéficient jusqu'à preuve du contraire, de la force probante” vervangen te worden door de woorden “bénéficient de la force probante jusqu'à preuve du contraire”, de in deze context gebruikelijke uitdrukking.

Hoofdstuk IV

De afdeling Wetgeving stelt het volgende opschrift voor:

“Hoofdstuk IV - Bescherming van gegevens in het kader van dienstenintegratie”.

Artikel 16

De afdeling Wetgeving ziet niet in wat de betekenis is van de woorden “geïntegreerde dienst” in de inleidende zin van artikel 16. Dit begrip komt immers niet voor in de definities van artikel 2 van het voorontwerp.

Indien de steller van het voorontwerp daarmee de “participerende overheidsdiensten” in de zin van artikel 2, 10°, bedoelt, moet deze laatste uitdrukking worden gebruikt. Indien hij daarentegen een andere categorie van diensten bedoelt, moet deze gedefinieerd worden in artikel 2.

Artikel 17

Gelet op de bespreking van dit artikel, dient deze bepaling als volgt te worden gesteld:

“Tenzij uitdrukkelijk anderszins wordt bepaald, doet deze wet geen afbreuk aan de wet van 8 december 1992 ... (voorts zoals in het voorontwerp).”

Ter wille van de rechtszekerheid en met het oog op de inachtneming van het beginsel van de legaliteit van de straffen dient, aangezien op de niet-naleving van het bepaalde in het voorontwerp strafrechtelijke sancties worden gesteld, niet te worden verwezen naar “de principes vervat in de wet”, maar uitsluitend naar de wet zelf.

Artikel 18

Naar luid van de memorie van toelichting verruimt artikel 18, § 1, het recht om gegevens te doen verbeteren, dat wordt gewaarborgd bij artikel 12 van de wet van 8 december 1992, tot “ál de gegevens”. De tekst van het voorontwerp gaat niet zo ver, in zoverre daarin alleen sprake is van “alle (...) persoonsgegevens”. Om het beoogde opzet te bereiken dient in artikel 18 “alle (...) gegevens” te worden geschreven in plaats van “alle (...) persoonsgegevens”.

Ter wille van de samenhang van de tekst in zijn geheel moet afdeling 2 bijgevolg als opschrift “Gegevensverwerking” krijgen.

2. In artikel 18, § 1, tweede lid, van het voorontwerp is sprake van “toegangskanalen” waarvan gebruik moet worden gemaakt om gegevens bepaald door de federale dienstenintegrator en de participerende overheidsdiensten te kunnen verbeteren.

De vraag rijst of ieder “toegangskanaal” zonder onderscheid via de federale dienstenintegrator moet lopen, dan wel of een ander “toegangskanaal” kan blijven bestaan op het niveau van de participerende overheidsdiensten. Het staat aan de stellers van het voorontwerp om hun bedoeling duidelijk te maken. Indien het de bedoeling is dat ook op het niveau van een participerende overheidsdienst een “toegangskanaal” kan bestaan, dient erop gewezen te worden dat het derde lid van dezelfde paragraaf de bemoeiing van de federale dienstenintegrator voorschrijft.

3. In artikel 18, § 2, tweede lid, van het voorontwerp moet het werkwoord “voorzien” in de onvoltooid tegenwoordige tijd worden vervoegd.

Artikel 19

Deze bepaling verwijst naar de toepasselijke wettelijke of reglementaire bepalingen, daaronder begrepen de gevallen waarin personen die tot het beroepsgeheim gehouden zijn, daarvan worden ontheven.

Het zou beter zijn de tweede zin van paragraaf 1 te schrappen, zodat niet de indruk wordt gewekt dat een regeling wordt ingevoerd die verschillend is van die waarnaar wordt verwezen, wat een probleem kan doen rijzen in het licht van het gelijkheidsbeginsel.

Artikel 22

Artikel 22 kent het sectoraal comité geen adviesbevoegdheid toe, maar een beslissingsbevoegdheid. Bijgevolg moeten de woorden “bij gemotiveerd advies” vervallen.

Artikel 23

Ter wille van de overeenstemming met artikel 22, dat alleen betrekking heeft op de “federale dienstenintegrator”, moet in artikel 23 het woord “betreffende” vervangen worden door het woord “federale”.

Artikel 26

Gelet op de algemene opmerking moeten na de woorden “elke dienstenintegrator” de woorden “in de zin van artikel 2, 1°,” worden toegevoegd.

Dezelfde opmerking geldt eveneens voor artikel 32.

Artikel 29

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat artikel 29, § 2, bevattelijker zou zijn indien het zich zou aandienen als een opsomming. Het zou dan als volgt luiden:

“§ 2. De Koning bepaalt op voorstel van het coördinatiecomité en, in het geval van persoonsgegevens, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad:

- a) de criteria op basis waarvan gegevens als authentiek kunnen worden gekwalificeerd;
- b) de gegevens die als authentiek in de zin van deze wet kunnen worden gekwalificeerd.”

Artikel 35

In het derde lid schrijve men “... legt de beveiligingsmaatregelen bedoeld in artikel 16 vast”.

Artikel 36

Het bijwoord “tevens” dient te vervallen.

Artikel 38

Het is de afdeling Wetgeving van de Raad van State niet duidelijk waarom de controle door een sectoraal comité opgericht binnen de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer niet van toepassing is op de federale dienstenintegrator.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de tekst in die zin wordt aangepast.

Artikel 39

In artikel 39, 2 (lees 2°), moet het gebruik van ronde haakjes, waarvan de betekenis onduidelijk is, worden vermeden⁸.

Artikel 42

Het woord “uitvoeringsmaatregelen” moet worden vervangen door het woord “uitvoeringsbesluiten” en het woord “geworden” na het woord “definitief” moet vervallen: het definitief-zijn van een beslissing houdt immers verband met de aard ervan, doch niet met het feit of tegen die beslissing al dan niet beroep is ingesteld. Men schrijve bijgevolg: “In geval van overtreding van een bepaling van deze wet of van haar uitvoeringsbesluiten binnen drie jaar volgend op de definitieve correctionele beslissing ... (voorts zoals in het voorontwerp)”.

Artikel 45

Ter wille van de leesbaarheid schrijve men: “Onverminderd het bepaalde in de artikelen 42, 43 en 44 van deze wet zijn alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek (...) van toepassing op de overtredingen bepaald in deze wet”.

Artikel 47

1. Overeenkomstig artikel 32 van het voorontwerp moet in paragraaf 2 worden verwezen naar het “overlegcomité van de dienstenintegratoren”.
2. In de Franse lezing van paragraaf 3 vervange men het woord “ratifiés” door het woord “confirmés”.

⁸ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 86.

Artikel 49

Artikel 4, tweede lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’ bepaalt:

“[De wetten] zijn verbindend in het gehele Rijk de tiende dag na die van hun bekendmaking [in het Belgisch Staatsblad], tenzij de wet een andere termijn heeft bepaald.”

De onderzochte bepaling luidt in het onderhavige geval als volgt:

“Art. 49. De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, voor elk van de bepalingen van deze wet de datum van inwerkingtreding”.

Deze beoordelingsmarge kan gewettigd zijn in het geval van een dermate belangrijke tekst, waarvan de toepassing onder meer vereist dat verschillende instellingen opgericht bij wet worden geïnstalleerd en dat verscheidene koninklijke uitvoeringsbesluiten worden vastgesteld.

In het licht van artikel 108 van de Grondwet zouden de prerogatieven van de wetgever beter in acht worden genomen indien een uiterste datum wordt bepaald waarop het voorliggende ontwerp in werking zal treden indien de Koning tevoren niet is opgetreden⁹.

SLOTOPMERKINGEN

1. De hoofdstukken en afdelingen moeten in Arabische cijfers worden genummerd¹⁰.
2. Het is niet aangewezen een artikel in paragrafen onder te verdelen wanneer elk ervan slechts één lid bevat en die onderverdeling niet bijdraagt tot een duidelijker presentatie

⁹ Zie in dezelfde zin advies 47.434/4, op 23 november 2009 verstrekt omtrent een voorontwerp dat is geworden de wet van 10 januari 2010 ‘tot instelling van de vrijwillige militaire inzet en tot wijziging van verschillende wetten van toepassing op het militair personeel’ (*Parl.St.* Kamer 2009-10, nr. 2314/1, 60-74) en advies 47.724/2, op 10 februari 2010 verstrekt omtrent een voorontwerp dat is geworden de wet van 19 mei 2010 ‘houdende diverse bepalingen inzake volksgezondheid’ (*Parl.St.* Kamer 2009-10, nr. 2486/1, 26-35). Voor de redactie van een zodanige bepaling, zie de *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 154 tot 154.1.2 en de formules F 4-5-2-1 tot F 4-5-2-4.

¹⁰ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 64.

van het onderverdeelde artikel¹¹. Deze opmerking geldt inzonderheid voor de artikelen 5 en 8 van het voorontwerp.

3. De voegwoordcombinatie “en/of”, die verwarrend en onjuist is, moet worden vervangen door het voegwoord “of”. Deze opmerking geldt inzonderheid voor de artikelen 13 en 18 van het voorontwerp¹².

¹¹ *Ibid.*, aanbeveling 57/3.

¹² Zie advies 40.630/4, op 4 juli 2006 verstrekt omtrent een voorontwerp dat is geworden de wet van 21 april 2007 ‘tot wijziging van de gecoördineerde wetten van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer’ (*Parl.St.* Kamer 2006-07, nr. 2836/1, 8 tot 10) en advies 34.507/2, op 27 januari 2003 verstrekt omtrent een voorontwerp dat is geworden de wet van 25 april 2004 ‘tot invoeging van een artikel 17bis in de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten’ (*Parl.St.* Kamer 2002-03, nr. 2329/1, 68 tot 83).

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	S. BODART,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd opgesteld door de Heer Y. DELVAL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. VANDERNOOT, staatsraad.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY